

La crise de l'armée française et les révolutionnaires

Critique Communiste. — *Le mouvement de soldats a révélé une profonde crise de l'armée française qu'on aurait tort de réduire à une simple opposition entre la hiérarchie et le contingent. Elle traverse l'encadrement militaire lui-même. Comment analyses-tu cette crise ?*

Alain Joxe. — La crise de l'armée française ne date pas du mouvement des soldats, elle lui est antérieure, même si nous pensons qu'elle est accélérée par la lutte des soldats qu'elle a en partie rendue possible. Il y a une profonde contradiction dans la doctrine militaire française depuis au moins la fin de la présidence de Pompidou ; contradiction qui est de nature militaire et qui consiste dans cette tentation de retourner d'une façon ou d'une autre dans l'atlantisme. Derrière tout cela il y a le problème de savoir quelle est la doctrine militaire de la bourgeoisie française réellement : est-ce qu'on a un ennemi à l'Est ? Est-ce qu'on a un dispositif militaire destiné essentiellement à contrer une invasion sovié-

tique, ou bien est-ce que l'on conserve cette attitude latente de la doctrine gaulliste qui considérerait nécessaire de se prémunir devant tous les ennemis extérieurs ? Telle est la première question. Deuxième question : est-ce que le problème de l'ennemi extérieur ne serait pas devenu en fait un prétexte, et est-ce que les tâches réelles de l'armée ne consisteraient pas en définitive, comme partout, à contrôler le champ de luttes de classe ?

Ces questions et les incertitudes qu'elles révèlent quant au fond de la doctrine militaire française, se répercutent bien entendu dans l'état d'esprit du corps des officiers et dans l'armée en général. Les militaires veulent des missions claires, et on ne peut leur proposer en fait que des missions obscures. Les militaires veulent des missions populaires et on ne peut leur proposer que des missions obscurément anti-populaires. Ce qui crée évidemment un malaise au niveau des appelés qui sont malgré les apparences sensibles à cet aspect un peu idéaliste des actions qu'on leur fait faire au

cours du service militaire. Là-dessus se greffe un phénomène sociologique : la hiérarchie d'encadrement date des guerres coloniales et au fond elle est adaptée dans sa mentalité et sa doctrine de commandement à une troupe d'origine paysanne. Or, maintenant, avec l'urbanisation accélérée, tout cela ne correspond plus, disons au niveau des problèmes réels, à quelque chose de tolérable pour les appelés. Le mouvement des soldats est annoncé par celui des lycéens qui fait tomber Michel Debré en 73. C'est cette génération là pour qui l'armée était morte de ridicule à l'avance, qui se trouve incorporée à un moment où l'ensemble de la crise militaire se précise. Dans ce contexte, je pense qu'il n'y a pas de réponse facile de la part du gouvernement, qui ne peut pas du jour au lendemain modifier les fondements de sa politique de défense, ni finalement ceux de sa doctrine militaire. Et la crise prend forme en s'articulant autour de l'*Appel des Cent* par une série de revendications que l'expérience d'autres armées en Europe sert à renforcer, du point de vue du simple bon sens, et même d'un point de vue réformiste.

La crise de la doctrine militaire française

Critique Communiste. — *Tu dis qu'il n'y a pas de doctrine militaire française claire. Il y a cependant des prises de position officielles, des polémiques feutrées, des débats. Il y a l'affaire Sanguinetti, l'épuration de toute une série de gradés plus gaullistes que giscardiens, et enfin des contributions théoriques plus construites comme celle de Guy Brossolet avec son Essai sur la non*

bataille. *Ainsi, malgré l'interdiction de s'exprimer pour les cadres, un débat politique traverse la hiérarchie. Il est à ce point important que le Ministère a tenté de le canaliser avec sa nouvelle revue - « débat » Armée Aujourd'hui. Comment analyses-tu ces conflits ?*

A. Joxe. — Toute la défense française est basée depuis De Gaulle sur la notion de dissuasion nucléaire. On a organisé notre système de défense autour d'un appareil de dissuasion : d'abord des Mirages, puis des fusées fixes sur le plateau d'Albion, ensuite sur des sous-marins, et finalement des fusées tactiques (missiles Pluton) sur chassis de char AMX. Le programme qui est maintenant entièrement déployé correspondait à sa naissance à la doctrine politique et militaire gaulliste : la défense « tous azimuts » (plutôt Est cependant !). Il fallait un appareil militaire strictement français, n'obéissant à aucun impératif extérieur et techniquement indépendant. Il y a eu dès le début certaines difficultés à le mettre en place, car du point de vue d'un certain nombre d'outils technologiques nous étions dépendants des Américains. Mais cette doctrine était quand même la doctrine. Alors, maintenant, on assiste à une crise qui vient du fait qu'entre le moment où on a lancé le programme et celui où il est entièrement déployé, il y a eu des modifications de deux ordres. D'une part l'articulation de la bourgeoisie française avec les forces transnationales s'est modifiée dans le sens d'une interdépendance accrue à travers les multinationales et d'autre part il y a eu ce glissement du pouvoir politique des fractions gaullistes vers les giscardiens. Ceci a contribué à décaler la doctrine prévue au dé-

part d'avec celle acceptable politiquement et économiquement par la bourgeoisie au moment de son déploiement.

Il faut noter également qu'en mai 68, on s'est aperçu que cette arme atomique ne servait à rien pour contrôler la lutte des classes. On n'écrase pas une grève générale avec une bombe atomique. Le problème est donc posé d'une justification de la défense autour de l'arme nucléaire, tout en se donnant aussi les moyens du contrôle intérieur de la lutte de classes. Ce qui donne lieu à plusieurs espèces de doctrines sous-nucléaires. Et c'est là que se situe le débat militaire actuel.

Critique Communiste. — C'est à ce niveau que tu places, par exemple, les propositions de Brosolet, notamment sa critique radicale des principes de la doctrine militaire, à commencer par les blindés ?

A. Joxe. — Plus exactement, les blindés et les Plutons. Mais avant son livre, il y a déjà une nécessité d'envisager autre chose que le conflit nucléaire. Donc, on descend. On envisage le conflit classique et on débat sur la nature du conflit classique dans l'ensemble des scénarios possibles. Et puis, derrière ce type de conflits, il y a le problème de la sécurité des arrières. Alors, on débat sur la notion de sécurité des arrières dans le cadre soit d'un conflit classique de retardement, soit d'un conflit très rapidement nucléaire. Et toutes ces options-là s'enchevêtrent. Il y a

enfin un troisième débat, qui est introduit maintenant de façon pressante pour l'élaboration de la part des Américains notamment, d'une série de nouveaux systèmes d'armes classiques, très sophistiqués, qui arriveraient sur le marché d'ici 5 ans (1). Les systèmes d'armes proposent ce qu'on appelle les « munitions modernes », avec un redéploiement de l'arme classique dans des conditions tout à fait nouvelles de discipline. Pourquoi ? Parce que s'il y a multiplication des armements très sophistiqués, y compris individuels, on doit inévitablement produire une nouvelle doctrine et un nouveau mode d'organisation de l'infanterie. Ces nouvelles armes déclasseront définitivement à terme le char employé en colonne offensive. Or, l'armée française est encore organisée autour de la colonne blindée. Ces nouvelles armes vont même jusqu'à déclasser partiellement l'aviation de combat et d'appui au sol, comme on l'a vu pendant la guerre du Ramadan. Certes, les avions harcelés par les fusées arrivent à les éviter, mais ils ne peuvent plus se battre. Ils passent tout leur temps à éviter les fusées. Tout cela pousse donc à un retour à l'infanterie au sol comme arme très importante, mais qui doit se déployer d'une façon très diluée, avec une relation très étroite entre une logistique de commandement et d'information très électronique et des troupes dispersées dans la nature. C'est un desserrement encore plus grand du dispositif. Le fantassin dans le champ de bataille

diverses (électronique, balistique, mécanique, etc.) et qui groupe un certain nombre de fonctions (mobilité, protection, détection du but) en vue d'accomplir une mission précise. (N.D.L.R.).

(1) On appelle « système d'armes », en langage militaire, un ensemble qui peut être extrêmement complexe et faire appel aux techniques les plus

doit être assez isolé et assez autonome tout en restant très attaché à un centre de commandement qui est situé à l'arrière et qui intègre des informations et donne des ordres.

Critique Communiste. — *D'où Brossolet qui, au corps de bataille la proposition du Commandant classique structuré à l'extrême, préfère « un système de type modulaire au sein duquel chaque élément aurait une capacité de combat autonome »...*

A. Joxe. — Brossolet, c'est celui qui a tenu compte des nouvelles tactiques annoncées par les nouveaux systèmes d'armes. Il en a tiré des conclusions stratégiques, c'est-à-dire un remaniement profond du corps de bataille classique et de la stratégie de défense. Avec aussi, ce qu'il ne dit pas explicitement, un remaniement profond des bases de la discipline militaire.

En effet, et c'est là où je voulais en venir, on est passé, dans l'histoire des armées, de l'ordre serré, du carré du XVIII^e siècle, qui était composé de paysans parqués comme des troupeaux — la discipline s'appuyait sur la terreur et les automatismes — à une autre discipline, celle des corps révolutionnaires des soldats de l'An II : on comptait sur les forces morales pour assurer l'attitude offensive des soldats et les mouvements très rapides des troupes. Ensuite, au milieu du XIX^e siècle, on est passé à l'ordre ouvert avec l'apparition du fusil à tir rapide : les soldats se dispersent en voltigeurs. Il faut donc qu'ils intériorisent une doctrine politico-militaire beaucoup plus forte, si on ne veut pas qu'ils retournent chez eux. C'est l'armée des citoyens

lancée par les Prussiens. Tout en desserrant les dispositifs, on en est resté là jusqu'à aujourd'hui. Or, maintenant, on est à la veille d'une nouvelle révolution avec laquelle il va y avoir un desserrement encore plus grand de ce dispositif, un desserrement qui ne sera plus simplement tactique, mais sera d'ordre stratégique. C'est un peu ce qu'indique Brossolet. Pour cela, on a besoin de l'intériorisation d'une discipline encore plus forte. D'autant que ce soldat n'a pas besoin d'une formation technique très poussée : plus l'arme est sophistiquée, plus la formation peut être rapide, puisque le savoir-faire militaire est en partie intériorisé dans l'automatisme de l'arme. Appuyer sur un bouton, après un minimum de visée, est à la portée de n'importe qui sortant d'un C.E.T.

Mais ceci étant, il faut savoir pourquoi les gens qui composent cette armée vont obéir. C'est là tout le problème, face auquel se dessinent deux types de réponse. La première, qui est l'option du P.S. et sans doute celle impliquée par le point de vue militaire de Brossolet, consiste à faire reposer cette nouvelle discipline nécessaire à la bataille, sur un véritable *consensus social*, donc sur une nouvelle alliance de classe qui restaurerait la légitimité de l'armée. La seconde, à l'inverse, entérine l'impossibilité de cette nouvelle légitimité et se dirige vers l'armée de métier qui n'est d'ailleurs pas une solution purement rationnelle du point de vue économique ni même militaire. Une telle armée est chère, alors qu'on n'a pas besoin de combattants ayant reçu une longue formation. Seul un corps restreint de spécialistes très bien formés

est nécessaire à l'arrière. La tentation de l'armée de métier est par conséquent une affaire complexe. Elle repose sur le fait que le gouvernement de droite, cette fraction de la bourgeoisie au gouvernement, est incapable de mobiliser des forces morales suffisantes et doit donc les acheter. Mais si on regarde l'évolution de la technique militaire, au contraire elle devrait rendre possible une armée de milices dirigée par un corps très spécialisé. Les combattants étant fournis en grande partie par les milices.

Critique Communiste. — Il semble, en fait, que l'on s'achemine aujourd'hui vers une solution mixte, couplant un service militaire court (4 ou 6 mois) et des engagements de 18 mois payés au SMIC. C'est du moins ce qui ressort du projet du Général Méry, actuel chef de l'Etat-major. Ce type de solution, n'est-ce pas un pis-aller face aux difficultés politiques rencontrées par le projet d'une armée de métier ?

A. Joxe. — Normalement, la politique militaire devrait effectivement s'acheminer vers une espèce de diversification. Ça, on le voit depuis plusieurs années. Diversification du mode de recrutement, avec finalement, non pas séparation tranchée entre armée de métier et armée de conscription, mais une série de gradations, avec des engagements courts et peut-être une armée de milices. Ce mode d'engagement court permet la reconversion rapide dans la vie civile, mais il peut aussi se prolonger et être une source de recrutement pour une armée de métier réelle. Et c'est là-dessus que vient se bran-

cher le problème de la démocratisation de l'armée et de l'agitation dans le contingent. Les revendications des soldats rendent difficile une reconversion en douceur, surtout une conversion purement technique, à l'occasion de laquelle le fond du problème politique pourrait ne pas être posé. Maintenant on est dans une conjoncture où tout le monde va être obligé, compte tenu du niveau du débat à l'échelle nationale, de prendre position sur le sens politique de cette modification de l'appareil militaire.

Les Gaullistes à la traîne

Critique Communiste. — Venons-en au gaullisme. Il existe à l'évidence une tradition gaulliste très ancrée dans la hiérarchie militaire. Or, devant ces tendances à l'armée de métier et au retour dans le giron atlantiste, elle se trouve pour le moins malmenée. Comment les gaullistes interviennent-ils dans le débat que tu viens d'évoquer ?

A. Joxe. — Il y a deux aspects dans la tradition gaulliste. Il y a la conscription, dans la mesure où elle renvoie à un certain populisme propre au gaullisme (l'armée doit être issue du peuple), mais il ne faut pas oublier pour autant que de Gaulle a écrit un livre sur l'armée de métier... Le deuxième aspect, qui me paraît plus spécifiquement gaulliste, c'est la question de la dépendance vis-à-vis des Américains. Et là-dessus, il faut être clair, car la situation est très ambiguë, très subtile.

En effet, si la France n'est plus dans l'O.T.A.N., elle participe à

des manœuvres avec les forces de l'O.T.A.N., elle s'entraîne avec elles, elle se sert des procédures O.T.A.N. dans un certain nombre de cas, et en fin de compte il y a coordination permanente avec l'O.T.A.N. Tout ça était d'ailleurs prévu par les accords Lemnitzer-Ailleret qui tout en constatant la sortie de la France de l'O.T.A.N., disaient qu'elle restait dans l'Alliance, et que par conséquent l'armée française devait être considérée comme une réserve de l'Alliance en cas de conflit. Tout cela implique évidemment qu'au niveau du travail d'état-major, on continue à se tenir au courant sur la manière dont on pourrait s'intégrer aux dispositifs de l'Alliance, en cas de guerre. Mais la question principale se situe à un endroit beaucoup plus sensible, qui est celui de la *décision d'emploi de l'arme nucléaire*. Or, là, on entre dans un monde imaginaire où les accords sur tel ou tel scénario, sur telle ou telle procédure d'emploi, prennent une valeur opératoire politique.

Critique Communiste. — *Peux-tu préciser, car cette question est aujourd'hui au centre du débat sur l'O.T.A.N., ce qui se passe exactement ?*

A. Joxe. — Eh bien, prenons l'exemple du déploiement des Plutons. Il pose immédiatement le problème des limites du champ de bataille français. Si on les met, comme on l'a fait, à la frontière allemande, on affirme en même temps que ce sont des armes qui ne servent qu'à la défense du territoire français. Ceci dit, en les mettant là, on les installe, comme l'ont dit les Allemands cet été, sur des po-

sitions de tir qui, si elles ne doivent bien entendu que détruire les troupes russes, supposent que celles-ci aient pénétré en Allemagne fédérale. Ce qui signifie des dégâts en Allemagne même. Scandale ! Et les Allemands souhaitent que ces armes nucléaires tactiques françaises soient mises sur des positions qui n'envisagent pas dans leur scénario la destruction de l'Allemagne du Sud. Ils demandent qu'on les porte aux frontières bavaroises (à la porte de la Tchécoslovaquie) et les Français refusent. Ils refusent pour deux raisons. Premièrement, parce que si on les met en Bavière, elles seront forcément prises dans l'ensemble des scénarios des armes nucléaires tactiques de l'O.T.A.N. qui sont très nombreuses en Allemagne ; deuxièmement, les mettre là voudrait dire, sans ambiguïté possible, qu'on les met là pour tirer sur la Tchécoslovaquie. Or, malgré tout, pour un militaire français, il est beaucoup plus vraisemblable d'appuyer sur un bouton et d'écraser une partie de l'Allemagne, que d'appuyer sur un bouton pour écraser une partie de la Tchécoslovaquie. Il y a des tas de conditions psychologiques, historiques, politiques qui expliquent ça. C'est une chose qu'on ne dit pas, mais qui pèse sur le débat. Alors, à ce moment-là, ce qui est en cause, c'est l'autonomie de la décision française, chère aux gaullistes. Car elle doit inévitablement prendre place dans un scénario.

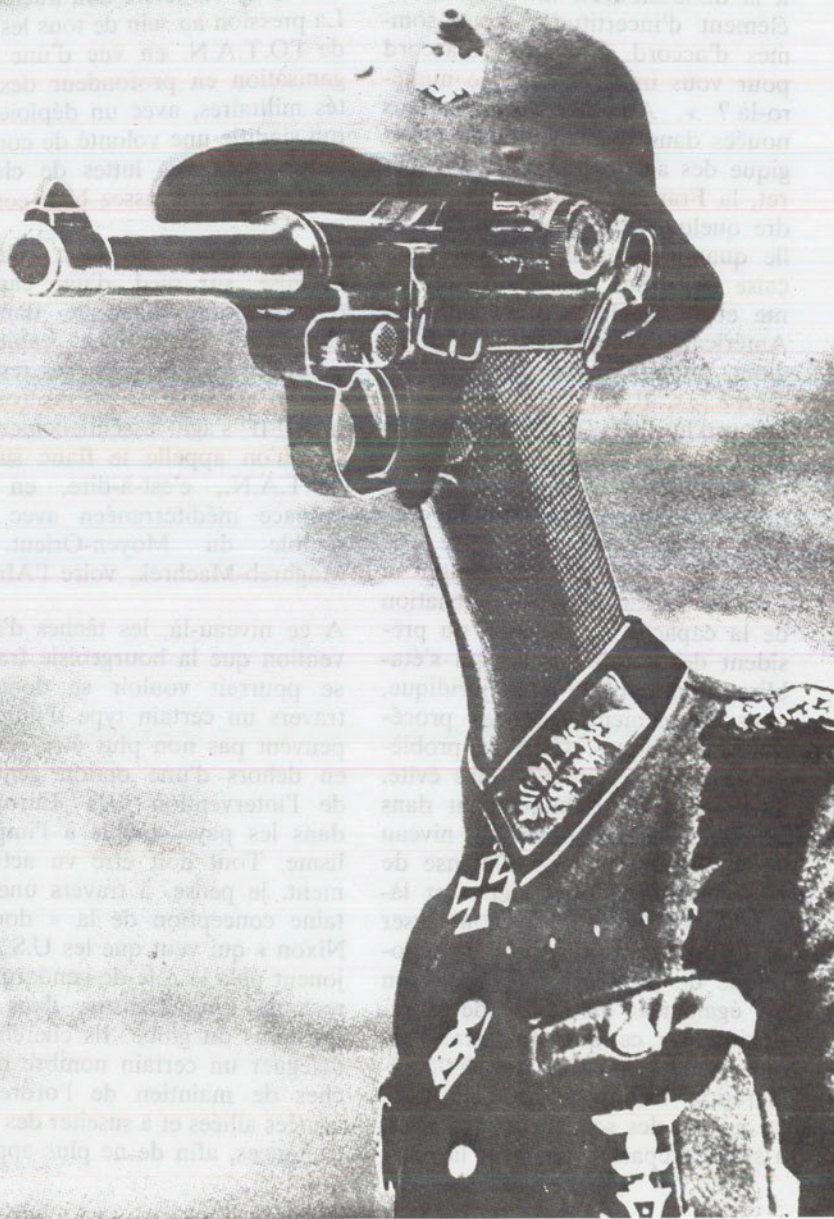
On est en face d'une richesse extraordinaire des Américains : richesse en armes, en variété de systèmes d'armes et en scénarios. Si, par exemple, la France dit : « Nous sommes totalement indé-

pendants, et gardons notre dispositif nucléaire indépendant. Il n'obéira qu'à la décision du président de la République », les Américains peuvent très bien répondre : « Ah, mais ça, c'est très bien. Ça prend parfaitement place dans notre scénario numéro tant, et ça contribue à la dissuasion en introduisant un élément d'incertitude. Nous sommes d'accord. Etes-vous d'accord pour vous intégrer dans ce numéro-là ? ». Au titre des relations nouées dans l'Alliance et de la logique des accords Lemnitzer-Aille-ret, la France est forcée de répondre quelque chose. Si c'est oui, ça lie quand même la décision française qui reste soit-disant autonome et nationale, si c'est non, les Américains répondent : « Mais alors, où est-ce que vous vous intégrez ? » Il ne s'agit donc plus aujourd'hui de l'intégration de la France dans les chaînes de commandement, mais plutôt d'intégrer la doctrine française dans la doctrine américaine au titre de l'O.T.A.N. Et cette intégration va prendre la forme d'une aliénation de la capacité de décision du président de la République qui s'établira, non par un texte juridique, mais simplement par des procédures techniques. C'est ce problème-là qui ne peut plus être évité. Il a été traité publiquement dans certaines interventions au niveau de la Commission de Défense de l'Assemblée nationale, et c'est là-dessus que les gaullistes font peser ce qu'on pourrait appeler une politique de principe. Cette question est également au centre de la réflexion sur ce que doit être l'armée française. Parce que cette intégration technique à l'O.T.A.N., au niveau des scénarios nucléaires, a sa contrepartie. On peut la résu-

mer par une nouvelle interrogation : comme il n'y a de stratégie que globale, quelles seront, alors, les retombées de cette délicate articulation avec l'O.T.A.N. sur la façon dont on conçoit les tâches d'une armée sur son territoire national ? ou sur des théâtres d'opérations de caractère non nucléaire ? La pression au sein de tous les pays de l'O.T.A.N. en vue d'une réorganisation en profondeur des unités militaires, avec un déploiement qui signifie une volonté de contrôle local latent des luttes de classes, c'est une chose assez bien connue.

L'autre dimension, c'est celle de la mise sur pied d'une capacité d'intervention classique dans les zones où le système capitaliste européen doit protéger ses ressources en matières premières (ou autres). Il s'agit essentiellement de ce qu'on appelle le flanc sud de l'O.T.A.N., c'est-à-dire, en fait, l'espace méditerranéen avec l'ensemble du Moyen-Orient, du Maghreb-Machrek, voire l'Afrique.

A ce niveau-là, les tâches d'intervention que la bourgeoisie française pourrait vouloir se donner à travers un certain type d'unité, ne peuvent pas non plus être conçues en dehors d'une option générale, de l'intervention des Européens dans les pays soumis à l'impérialisme. Tout doit être vu actuellement, je pense, à travers une certaine conception de la « doctrine Nixon » qui veut que les U.S.A. ne jouent plus le rôle de gendarme direct de l'impérialisme dans tous les coins du globe. Ils cherchent à déléguer un certain nombre de tâches de maintien de l'ordre aux armées alliées et à susciter des sous-traitances, afin de ne plus apparaî-



tre comme le seul rempart du système impérialiste. Et là-dessus, la question est également posée de savoir si la France est prête ou non à intégrer son armée dans une espèce de grand système de délégation au profit de l'expansion des multinationales, ou si elle va continuer à jouer sur les cordes nationalistes du gaullisme.

Critique Communiste. — Les gaullistes apparaissent donc, du point de vue des forces dynamiques du capitalisme français, comme rétrogrades sur le terrain militaire ?

A. Joxe. — Je dirais plutôt conservateurs sur le plan politique et déconcertés sur le plan militaire. Et c'est pour ça qu'ils sont de plus en plus poussés à des positions hyper-critiques dans un certain nombre de cas. Ils prennent des positions qu'on peut appeler archaïques, d'un nationalisme hexagonal, mais qui recouvrent probablement l'idéologie de certaines couches de la bourgeoisie françaises en voie d'hégémonisation par les fractions les plus transnationales du capital financier.

Les tâches du mouvement ouvrier

Critique Communiste. — Passons au débat qui traverse le mouvement ouvrier sur ces questions. Le P.S. d'abord. A croire, ne serait-ce que les réactions de Chirac, il bénéficie d'un crédit important dans la hiérarchie militaire.

A. Joxe. — Oui, mais leurs positions se situent volontairement en dehors du débat stratégique. Elles se placent plutôt au niveau du modèle de la condition militaire, de la démocratisation de l'armée, etc.

Critique Communiste. — Bien sûr. Mais ils essaient également d'élaborer des solutions d'organisation de l'armée. C'est le cas, notamment, des développements présentés par Ch. Hernu sur les « groupes militaires de base » qui ressemblent beaucoup aux « modules » de Brossolet. Le P.C., de son côté, propose une réforme du statut des militaires, considérant que ce qui est surtout en cause, c'est le « fonctionnement et les structures actuelles de l'armée française ». Ils interviennent également tous les deux sur le problème de l'Alliance atlantique, notamment à propos de l'affaire des missiles Pluton. Il y a donc, d'une manière ou d'une autre, intervention sur le fond du débat qui secoue la hiérarchie militaire. Comment caractérisez-vous ces prises de position au P.S.U. et quelles conséquences en tirez-vous ?

A. Joxe. — Les théories de Brossolet vont dans le même sens que celles d'Hernu, ou même que celles de Rocard, dans la mesure où elles se placent toutes au niveau d'une nouvelle conception de l'armée fondée sur un service militaire court et l'organisation des modules en profondeur. Il y a dans cette conception quelque chose qui, pour le P.S., revient à sauver l'armée de conscription à laquelle il est attaché par tradition jauresienne. Quoiqu'il y ait des dissensions à l'intérieur même du P.S. Il y a en effet des gens qui ont l'air d'incliner vers l'armée de métier, à condition, bien entendu, que ce ne soit pas une armée prétorienne et que par conséquent le caractère démocratique de cette armée de métier soit assuré par la présence d'in-

fluences du parti socialiste en particulier. Il faut bien voir que le P.S. se pense comme un parti de gouvernement et se prépare aussi à être un des partis responsables de la politique de défense du gouvernement d'Union de la Gauche auquel il participerait. Il prend donc des positions qui sont d'avance celles d'un responsable de la gestion de la Défense nationale. C'est pour moi une différence notable d'avec le P.C. qui, lui, veut se ménager à l'intérieur de l'armée des espaces culturels dans lesquels, au niveau de la vie quotidienne des casernes, il y aurait pour les soldats et les sous-officiers une certaine légitimité à se regrouper dans des espèces de clubs. Ces clubs reproduiraient un peu ce que le P.C. fait à l'échelon des municipalités autour des Maisons de Jeunes. On s'insère dans le cadre proposé par le système politique et social bourgeois, et on y crée des îlots dans lesquels l'influence du P.C. pourrait se développer à un niveau de masse. Ça, c'est une certaine conception.

En ce qui concerne celle du P.S.U., nous avons pris une position originale en ce sens que nous pensons que ni le P.S., ni le P.C. ne permettent par leur formule d'assurer qu'il y ait un contrôle populaire sur l'armée. Certes, ils conçoivent tous les deux la nécessité d'établir un pont entre l'institution militaire et les influences politiques, mais le P.S., qui préconise des comités probablement reconnus par la hiérarchie militaire, ne préconise pas une forme d'organisation qui permette à la participation populaire de se manifester en brisant le ghetto des

casernes. Il ne voit pas d'autre solution que l'influence des partis de gauche. Quant au P.C., il ne prévoit pas autre chose que de s'installer à l'intérieur du ghetto militaire.

Nous, nous pensons que le mot d'ordre de syndicalisation est le seul permettant qu'il y ait un contrôle de l'institution militaire situé à la fois en dehors et au-dedans, en relation avec les forces populaires organisées. Nous ne pensons pas que l'ouverture du ghetto militaire doive se faire à travers l'influence d'un parti, mais plutôt par la relation obligatoire avec l'ensemble du mouvement syndical. C'est à cela que correspond pour nous le mot d'ordre de syndicalisation. Cette question est d'autant plus importante que la période que nous traversons est dominée par le chômage et que par conséquent une grande partie du recrutement assuré dans l'armée pour les engagements à court terme se fait chez les jeunes travailleurs au chômage. Il y a des tas de régions où l'on s'engage par branche d'activité en crise, ou bien par zone déprimée. Cela signifie que ces militaires se sont engagés comme des travailleurs cherchant un travail. C'est aussi parce que le mot d'ordre de syndicalisation touche forcément cette nouvelle tranche de recrutement, que la réaction du gouvernement a été aussi forte. On ne prononce pas impunément le mot d'ordre de syndicalisation dans une armée dont le recrutement touche des travailleurs qui choisissent de s'embaucher sous l'uniforme parce qu'ils n'ont rien d'autre. C'est donc un danger important pour un gouvernement qui cherche à poser les

bases d'une armée de métier purement mercenaire.

Critique Communiste. — *Peux-tu préciser ce que tu entends par « contrôle populaire sur l'institution militaire » ? Ce terme me paraît d'ailleurs ambigu, même lorsque tu désignes le syndicat de soldats comme en étant le principal agent. Car tu ne peux pas échapper à un choix qui est au centre de la critique que nous portons à l'orientation réformiste. Ou bien tu penses qu'il est possible de contrôler la politique militaire d'un gouvernement comme celui de Giscard-Chirac, de l'infléchir par une action à l'intérieur, comme à l'extérieur de l'institution, d'imposer par ce contrôle le passage de l'essentiel de la hiérarchie du côté des travailleurs. Cette perspective nous paraît utopique. Elle est à la base de l'orientation des réformistes qui n'envisagent pas la destruction de l'appareil d'Etat, mais sa gestion. Ou bien, tu donnes à ce « contrôle », par l'intermédiaire du syndicat de soldats, le sens d'une dénonciation permanente des préparatifs et des actions contre-révolutionnaires de l'armée bourgeoise, tu engages la lutte pour les droits élémentaires des travailleurs sous l'uniforme et tu poses à à terme dans le cadre de la lutte de la classe ouvrière contre l'appareil d'Etat le problème de la division de l'armée bourgeoise. Tu n'as pas de solution médiane possible.*

A. Joxe. — On n'a pas du tout cette approche au P.S.U., car nous ne considérons pas que le mouvement actuel sera suivi de la destruction de l'armée bourgeoise. Détruire l'armée bourgeoise, c'est

un terme qui recouvre un certain nombre d'expériences historiques, un certain nombre d'échecs historiques aussi ; et puis, pour le futur, c'est un terme qui recouvre un certain mode de disparition de l'armée bourgeoise, dont nous ne sommes pas maîtres de dire quelle forme elle prendra. Alors, le mot d'ordre de syndicalisation dans l'armée, ce n'est pas pour nous un moyen de détruire l'armée. Nous pensons que cette question n'est pas du tout à l'ordre du jour. La syndicalisation, c'est le moyen dans la crise militaire actuelle, d'empêcher que se forme un certain type d'armée bourgeoise ; de forcer la formation d'un type d'armée bourgeoise plus favorable au développement libre des luttes de classe en France, d'empêcher la formation d'un appareil militaire qui soit un appareil répressif.

Critique Communiste. — *Et comment pensez-vous arriver à un tel résultat ?*

A. Joxe. — Eh bien, il faut maintenir le principe de la conscription, mais pas seulement, car on n'en est pas complètement maître. Il faut aussi, si le contingent n'a pas de puissance militaire réelle, que l'ensemble de l'armée soit démocratisée, c'est-à-dire qu'elle ne puisse pas se considérer comme un corps isolé de la nation, prise dans un ghetto. Et pour cela, il n'y a pas trente-six solutions. Il y a les moyens que préconise le P.C., ceux du P.S. et celui que nous préconisons. Ce sont des moyens différents, parce que nous avons des conceptions différentes de ce que doit être l'action politique dans la lutte anticapitaliste. Du côté du P.S., il faut arriver au gouverne-

ment, et modifier *ensuite*, à partir de ce gouvernement un certain nombre de choix. Pour le P.C., c'est la même chose. Mais ils savent qu'ils ne pourront pas agir directement sur les questions militaires. Au P.S.U., nous pensons qu'il faut contrôler, empêcher que certaines formes d'organisation apparaissent, forcer à l'apparition d'autres formes d'organisation qui rendent impossible la transformation de l'armée française en un outil direct de répression interne. Le mot d'ordre « Syndicalisation » est aussi bien clairement autonome par rapport aux échéances électorales, à l'électoratisme. Il se passe de victoire électorale. Si on veut appeler ça une mesure conservatoire, moi, je suis d'accord. Mais nous ne pensons pas du tout qu'il s'agit en ce moment de briser l'appareil militaire français. On n'obtiendra pas de changements radicaux sur la base du seul mouvement militaire. Il faut aussi s'appuyer sur l'ensemble de la lutte politique.

Critique Communiste. — Ta réponse ne dissipe pas l'ambiguïté que je soulignais tout à l'heure. D'une part, tu laisses planer l'idée que l'on peut conserver l'unité de l'armée bourgeoise tout en empêchant qu'elle devienne un appareil répressif (comme si elle ne l'était pas déjà). D'autre part, tu nous fais un procès d'intention, lorsque tu laisses entendre que placer le mouvement actuel des soldats dans la perspective stratégique de démantèlement de l'appareil militaire de la bourgeoisie, c'est vouloir aujourd'hui détruire cette même armée sur la base du seul mouvement de soldats. En fait, nous

pensons que la bataille des soldats et du mouvement ouvrier contre la marche à l'armée de métier est une bataille indispensable. On aurait effectivement tort de rester neutre dans cette affaire. Mais il faut mener cette bataille en s'appuyant sur des revendications qui ne font aucune concession à la logique militariste. C'est le sens, par exemple, de l'Appel des Cent et de la lutte pour le syndicat de soldats (contrairement au statut démocratique du P.C.) ou de la plate-forme de lutte des soldats italiens contre le projet de règlement présenté par Forlani. Mais de là à laisser ouverte la possibilité de maintenir, à terme, l'unité de l'armée, il y a un fossé que nous ne franchissons pas. Cette lutte et ces revendications introduisent, compte tenu du niveau actuel des luttes populaires, des clivages de classe dans une institution qui ne peut les concilier. Et ce, même si nous ne pensons pas, évidemment, qu'il soit possible de démanteler l'armée bourgeoise en dehors des crises révolutionnaires. Ce problème se posera pratiquement lorsque la mobilisation générale de la classe ouvrière et de ses alliés sera suffisamment avancée pour renverser le pouvoir de classe dans son ensemble. Alors, et alors seulement, les positions gagnées par le mouvement ouvrier au sein de l'institution — et c'est un des rôles essentiels du syndicat de soldats — permettront non seulement de détruire l'armée bourgeoise, mais surtout de constituer une nouvelle armée révolutionnaire qui s'appuiera sur les organes de pouvoir populaire.

A. Joxe. — Il est vrai que vous posez le problème de savoir si on est engagé à partir de la lutte des

soldats dans un scénario complet qui va jusqu'à la destruction de l'armée. Mais nous ne posons pas le problème de la même façon. C'est justement la différence entre nous, qui est, je crois, assez profonde.

Critique Communiste. — Mais vous êtes bien obligés, étant donné la place de l'armée dans l'appareil d'Etat bourgeois, de donner un sens particulier au syndicat de soldats dans le cadre d'une crise révolutionnaire.

A. Joxe. — Nous ne pensons pas que nous soyons dans une situation pré-révolutionnaire.

Critique Communiste. — Nous non plus. Mais vous devez bien intégrer dans une cohérence politique votre action présente ?

A. Joxe. — Oui, mais la cohérence politique n'est pas celle que tu donnes. Elle ne se situe pas au niveau de la lutte des classes. Elle se situe au niveau de la stratégie générale d'unité populaire.

Critique Communiste. — Et comment intégrez-vous la lutte des soldats dans cette stratégie générale ?

A. Joxe. — De la manière suivante. La stratégie d'unité populaire consiste pour nous à toujours chercher dans les luttes ce qui permet sur un point précis (dans les entreprises ou ailleurs), d'éviter la sectorialisation. Ceci permet d'établir une unité des couches exploitées autour d'objectifs concernant des luttes précises, et ce, dans une perspective anti-capitaliste. Ce qui veut dire qu'on cherche toujours à ce que les luttes ne soient pas pu-

rement enfermées, par exemple, au niveau de l'entreprise, mais qu'il y ait à l'extérieur un soutien ; et que l'articulation entre les luttes d'une entreprise et la population de la zone intéressée puissent s'établir sur une base politique capable de mobiliser des couches larges. Pour l'armée, c'est la même chose. Pour l'instant, il ne s'agit pas par exemple, pour nous, de détruire l'entreprise capitaliste ; il s'agit, d'une part, d'empêcher que l'entreprise capitaliste puisse agir dans l'isolement où elle maintient les ouvriers, et, d'autre part, à travers ces luttes se préfigurent effectivement certaines formes d'organisation dont nous pensons qu'elles pourront s'épanouir uniquement au moment où on sera vraiment engagé dans un processus de transition au socialisme. Pour l'armée, nous avons la même méthode. Et c'est pour ça qu'il ne nous paraît pas réaliste, ni même utile, de vouloir placer les luttes actuelles des soldats dans la perspective de destruction de l'armée. Ça nous paraît une chose qui ne correspond ni aux sentiments du mouvement de masse, ni à la conjoncture politique globale. Par conséquent, c'est juste une satisfaction doctrinaire que vous vous donnez.

Critique Communiste. — La conclusion que tu tires de votre stratégie d'unité populaire pour l'intervention des révolutionnaires dans le mouvement des soldats donne à cette stratégie un éclairage particulier. Car, que tu le veuilles ou non, et là c'est peut-être un désaccord d'appréciation, le mouvement des soldats comme les courants du mouvement syndical qui le soutiennent, posent des problè-

mes, ouvrent des débats qui vont bien au-delà des revendications posées immédiatement. Toutes les feuilles des comités abordent des questions comme le rôle de l'armée bourgeoise, remettent en question sa fonction. La prise de conscience qu'expriment les comités de soldats est aussi le fruit d'expériences comme le Chili ou le Portugal. Dans les syndicats, c'est encore plus net. Le soutien pratique aux soldats renvoie souvent à un débat de fond sur la nature de l'armée française et sur les moyens dont disposent les travailleurs pour surmonter cet obstacle dans le cadre des mouvements généralisés comme en 68. Or, en refusant d'intégrer les luttes des soldats dans la perspective stratégique d'affrontement avec l'Etat bourgeois, non seulement vous passez à côté de tels débats, mais vous poussez objectivement dans le sens de la réduction de ces luttes à leur aspect, disons revendicatif. Là-dessus, il y a un désaccord net.

A. Joxe. — Non, il y a un désaccord sur l'analyse de la période. Apparemment, vous pensez qu'on se trouve dans une période où se pose la question de la destruction de l'Etat bourgeois. Nous pensons que l'affrontement stratégique avec l'Etat bourgeois a lieu aussi sur d'autres fronts que l'armée, et nous distinguons entre l'importance stratégique, évidente, de toute lutte contre l'appareil répressif d'Etat, et le but que nous pouvons raisonnablement nous assigner dans cette bataille, nous cherchons comment nous pouvons gagner cette bataille sans pour autant la considérer comme la bataille décisive, celle qui ouvre ou ferme les portes de la révolution, à court terme. Ça

ne nous empêche pas du tout, contrairement à ce que tu dis, d'intégrer la lutte des soldats à la perspective stratégique de l'affrontement avec l'Etat bourgeois. Nos textes de congrès en témoignent. La Cour de sûreté de l'Etat nous le rappellerait concrètement si nous l'avions oublié. Ni par conséquent, de passer à côté du débat stratégique, en tant que parti. Mais seule une pratique volontariste permet de projeter des mots d'ordre stratégiques dramatiques dans un mouvement de masse en dehors d'une période révolutionnaire. Les retombées peuvent être très néfastes même dans une période de montée des luttes de masse.

Critique Communiste. — *Disons que la période historique ouverte en France, mais aussi en Europe, par les explosions de 68-69, pose à terme le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, donc de la destruction de l'armée bourgeoise. Nous sommes dans une période que nous caractérisons par la crise chronique des formes de domination politique de la bourgeoisie, une remontée des luttes de la classe ouvrière et une recomposition du mouvement ouvrier. Ces caractéristiques permettent, par exemple, de comprendre, globalement, le tour qu'ont pris les événements au Portugal, après le 25 avril. Or, dans une telle période, nous pensons que les révolutionnaires doivent non seulement œuvrer au développement des luttes de masse, mais préparer par les mots d'ordre et les explications qu'ils avancent à un moment donné, les affrontements qui s'annoncent inévitablement. Ils tiennent évidemment compte du niveau de conscien-*

ce et de lutte des masses à ce moment précis. Dans ce sens, le processus portugais, avec le rôle qu'y ont joué les luttes de soldats, doit permettre de tirer des enseignements.

A. Joxe. — On ne peut pas argumenter sur la situation en France en parlant de la situation au Portugal.

Critique Communiste. — Elle est pourtant très révélatrice de plus d'une question sur l'armée.

A. Joxe. — Je pense que c'est là qu'il y a une certaine différence entre nous. Nous avons suivi de très près naturellement tout ce qui s'est passé au Portugal. Mais de là à faire des collages, certainement pas.

Critique Communiste. — On ne sous-estime pas les particularités portugaises. Mais on essaie d'en tirer des enseignements généraux pour la lutte révolutionnaire, notamment en ce qui concerne le comportement d'une armée bourgeoise traversée par la lutte des classes.

A. Joxe. — Nous ne pensons pas que cette démarche soit une démarche totalement marxiste.

Critique Communiste. — Ah ? Marx a bien tiré des leçons universelles sur l'appareil d'Etat, à partir de l'expérience concrète de la Commune ?

A. Joxe. — C'est un problème de fond : la Ligue fait partie de la IV^e Internationale. Ça correspond à une façon d'envisager ce que vous appelez l'accumulation des expériences de la classe ou-

vière, méthode à laquelle nous n'adhérons pas. C'est le moins qu'on puisse dire. Votre façon d'envisager le problème de l'accumulation des expériences actuelles concrètes en Italie, au Portugal, etc., comme un acquis actuel, concret en France, ce n'est pas du tout la démarche de Marx lorsqu'il dévoile à travers l'analyse de la Commune le fondement de l'armée bourgeoise en général.

Critique Communiste. — Mais Marx tire aussi des leçons pratiques pour le prolétariat, à travers son analyse de la Commune. Ces leçons, sur la nécessaire destruction de l'appareil d'Etat, par exemple, sont d'ailleurs remises en cause par les réformistes. Pourquoi ne pas en tirer de l'expérience portugaise ? C'est à ça que sert une Internationale... D'ailleurs, tout le monde tire des leçons de cette expérience.

A. Joxe. — Nous aussi, on en tire. Mais celles qui sont nouvelles concernent la situation portugaise et, disons, une sociologie militaire commune. On retrouve en effet au Portugal les traits généraux de l'organisation militaire classique dont on peut tirer évidemment quelques leçons : les militaires portugais ont fait les guerres coloniales alors qu'ils n'étaient pas majoritairement fascistes, puisqu'ils ont facilité le renversement du fascisme. L'armée n'en cesse pas pour autant d'être au service du maintien du capitalisme au Portugal. On peut donc réfléchir là-dessus. Mais le problème actuellement en France n'est pas celui qui a été posé au Portugal après le 25 avril. Il n'est pas celui du développement d'un mouvement de lutte populaire assez im-

portant avec la disparition pendant tout un temps de l'appareil de répression, et une subversion réelle de l'armée. On n'a rien de comparable en France. C'est pourquoi les leçons que nous tirons du Portugal ne s'appliquent pas directement à la situation française. Elles la concernent indirectement, mais par les médiations d'une réflexion qui porte sur l'armée en général. Alors, sur la question que tu posais, c'est-à-dire comment le P.S.U. se situe par rapport à la perspective réformiste, d'une part, et par rapport à ce que j'appellerai la perspective révolutionnaire proclamatoire ? On n'éprouve pas dans une situation concrète donnée le besoin de réaffirmer des choses qui sont écrites partout, et auxquelles évidemment nous adhérons, puisqu'elles sont les bases mêmes d'un socialisme qui se veut révolutionnaire et non réformiste. On pense que ça, ce n'est pas coller à la réalité concrète. La situation concrète en France est marquée par les revendications d'un certain nombre de couches militaires. Ce fait rencontre une préoccupation que nous avons, qui est celle d'empêcher que l'armée

française se transforme en armée de prétoriens. Donc, si on peut faire quelque chose pour consolider cet état d'esprit, on aura fait quelque chose pour éviter à terme que l'armée française puisse devenir facilement une armée chilienne. Mais on n'est ni dans une situation chilienne, ni dans une situation portugaise. Alors la réaffirmation des principes, à savoir que les révolutionnaires doivent, le moment venu, détruire complètement l'appareil d'Etat, et en reconstruire un autre totalement nouveau, c'est une affirmation de principe. Mais en quoi s'applique-t-elle dans la situation actuelle ? Elle s'applique, parce que c'est un principe. Mais elle ne s'applique pas opérationnellement. Ce que fait une partie du mouvement d'extrême-gauche en France, c'est agir comme si, parce qu'il y a un front de lutte déployé dans l'armée, on était dans une situation pré-révolutionnaire. Telle est ma façon de décrire les choses et de les critiquer.

*Propos recueillis
par Jean-Yves POTEL*